



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241112-lmc1354803-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 13 novembre
2024
Date de publication : 14/11/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 12 NOVEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	0	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/635		
CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SAS COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV) DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE LA CAPITAINEURIE DU PORT DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/635

BUREAU DU 12 NOVEMBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SAS COMPTOIR
GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV) DANS LE
CADRE DE LA CONSTRUCTION DE LA CAPITAINERIE
DU PORT DE TOULON - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU la délibération n° 22/11/302 du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 validant la mise en place de la démarche « Mécénat et Fonds Privés » ainsi que l'adoption de la Charte Ethique du Mécénat TPM et l'approbation de la Convention Type de Mécénat,

VU la Charte Ethique du Mécénat TPM dûment paraphée et signée par le Président de la SAS « Comptoir Général Maritime Varois » (CGMV), sise à La Seyne-sur-Mer et dont l'activité principale est la manutention portuaire, et annexée à la Convention objet de la présente,

CONSIDERANT que la capitainerie est la résidence officielle des officiers de port et officiers de port adjoints, fonctionnaires d'État compétents en matière de police portuaire et, que dans ce cadre, ils exercent de nombreuses missions et représentent l'Autorité portuaire ou l'Autorité investie du pouvoir de Police Portuaire,

CONSIDERANT que la capitainerie accueille aussi du personnel de la Société Eiffage en charge de la gestion du port de Toulon,

CONSIDERANT que le bâtiment actuel, situé quai de la Corse, cadastré BY 224 devra être détruit car sa vétusté n'offre pas aux agents de la capitainerie des conditions de travail satisfaisantes,

CONSIDERANT que la Métropole a le projet de construire une nouvelle capitainerie en un lieu stratégique au cœur du port de commerce de Toulon et que cet emplacement offre une visibilité unique sur les mouvements de navires tout en étant parfaitement visible et identifiable pour les usagers,

CONSIDERANT de plus, que ce bâtiment sera le fruit d'une démarche durable et globale intégrant les derniers concepts et innovations tant pour la gestion de l'énergie, la régulation de température été/hiver que de la construction,

CONSIDERANT le plan de financement prévisionnel suivant, avec le montant « Mécénable » :

Total Opération (HT)	1 300 000 €
Financement TPM (<i>a minima</i> 20%)	260 000 €
Montant « Mécénable »	1 040 000 €

CONSIDERANT la volonté de la SAS CGMV de participer au projet visé ci-dessus sous forme de mécénat financier à hauteur de 10 000 €,

CONSIDERANT qu'avec cette proposition de mécénat de la SAS CGMV, le plafond du montant « Mécénable » (1 040 000 €) n'est pas atteint, la Métropole poursuit donc ses démarches vers d'autres mécènes potentiels,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le plan de financement ci-dessus.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de Mécénat avec la SAS CGMV à hauteur de 10 000 €, ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget annexe Toulon Port de Commerce, article 1318.

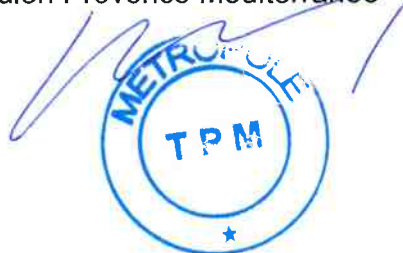
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	11
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE MECENAT

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée administrativement à l'Hôtel de la Métropole, 107, bld Henri Fabre, 83000 TOULON représentée par son Président, dûment habilité par Délibération N°DP 24/499 en date du 3 septembre 2024, ci-après dénommée « La Métropole TPM »,

d'une part,

Et La SAS COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV) dont le siège social est situé Technopôle de BRÉGAILLON, 663, avenue de la 1ère Armée Française, 83500 LA SEYNE SUR MER au capital de euros, inscrite au RCS de sous le numéro , représentée par M. Pascal PONSART en sa qualité de Président dûment habilité(e) aux fins présentes, ci-après dénommé « le Mécène »,

d'autre part

Ci-après dénommés collectivement les « Parties »,

Vu la loi n°2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts ;

Vu la Délibération N°22/11/302 du Conseil Métropolitain de TPM du 16 novembre 2022 validant la mise en place de la démarche « Mécénat et Fonds Privés » ainsi que l'adoption de la Charte Ethique du Mécénat TPM et l'approbation de la Convention Type de Mécénat,

Vu la Charte éthique du mécénat de la Métropole TPM annexée à la présente convention et signée par « le Mécène »,

PRÉAMBULE

La Métropole TPM s'engage dans une démarche de partenariat avec les acteurs locaux sous forme de mécénat. Pour cela, la collectivité s'est dotée en interne au sein du Service des Aides Financières et Stratégie de Financement (SAFSF) d'une structure dédiée qui a pour objectif principal de fédérer les partenaires privés (entreprises, particuliers) autour de projets d'intérêt général pour maximiser les potentiels. Cette démarche est encadrée par une charte du mécénat qui expose la démarche et les engagements éthiques, déontologiques et juridiques de la Métropole TPM.

PROJET CONCERNE

La Métropole TPM détruit l'ancienne et construit la nouvelle Capitainerie du Port de Toulon et souhaite associer des entreprises en tant que mécènes. A cet effet, la société CGMV a accepté de soutenir l'opération par le versement de 10 000 euros HT.

Pour un montant total de 10 000 € HT (Dix mille euros hors taxe en toute lettre),

Soit 10 000 € TTC

La Métropole TPM et le Mécène ont ainsi pour objectif commun le projet précité la « Nouvelle Capitainerie du Port de Toulon »

Ceci étant rappelé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

CONTEXTE DU PROJET

La démarche de mécénat de la Métropole TPM est encadrée par la « Charte éthique du mécénat de la Métropole TPM » approuvée par vote du Conseil Métropolitain n° 22/11/302 en date du 16.11.2022

Les modalités du mécénat sont exposées dans ladite charte que le Mécène et la Métropole TPM s'engagent expressément à respecter.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les modalités du soutien apporté par le Mécène à la Métropole TPM pour parvenir à mettre en œuvre le Projet décrit ci-dessus;
- les modalités de valorisation des contreparties au soutien apporté par le Mécène consenties par la Métropole TPM.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU MECENE

2.1 Acte de mécénat.

Afin d'apporter son soutien au projet, le Mécène s'engage à verser à la Métropole TPM, qui l'accepte, un soutien financier à l'opération visée ci-dessus pour la somme de 10 000 HT euros (Dix mille euros hors taxe), soit 10 000 euros TTC.

Le Mécène procédera à deux versements de 5 000 euros, le premier fin 2024 et le second au premier semestre 2025.

2.2 Droit d'utilisation et de reproduction de l'identité visuelle.

Le Mécène s'engage à faire apparaître, dans la mesure du possible, le logotype de la Métropole TPM sur tous ses documents internes et externes faisant état de son partenariat, pour tout usage non commercial. Pour toutes les utilisations du logo de la Métropole TPM, quels que soient leur objet, leurs supports de représentation ou de reproduction, le Mécène s'engage à respecter strictement la charte visuelle de la Métropole TPM et/ou de l'événement, à toujours préciser le crédit photographique et/ou le nom du photographe et à faire valider par la Métropole toute publication. Ces éléments seront communiqués au Mécène par la Métropole TPM.

2.3 Indépendance de la collectivité.

La Métropole TPM gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécénat en toute indépendance et autonomie. Le Mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, scientifique, technique...) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TPM

3.1 Affectation du don.

La Métropole TPM s'engage à utiliser l'intégralité de la contribution apportée par le Mécène pour financer le Projet précité

3.2 Réduction d'impôt et Reçu fiscal.

A la date de signature de la présente Convention, la Métropole TPM certifie que le don effectué à son profit ouvre droit pour le Mécène à la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts.

Le Bénéficiaire délivre au Mécène un reçu fiscal suivant le modèle fourni par l'administration fiscale (modèle CERFA 11580*03, disponible sur le site impot.gouv.fr) dès le versement du don.

Le reçu fiscal sera adressé au Mécène dès réception du décompte général définitif (DGF) cosigné par l'entreprise donatrice et le chef de projet à l'issue des travaux qui concernent cette opération.

3.3 Obligation de non-concurrence.

Dans certains cas, la Métropole TPM peut accepter de renoncer à conclure, sur une même opération, un accord de mécénat avec une entreprise concurrente exerçant la même activité que le Mécène. Cette disposition doit être décidée de gré à gré par la Métropole TPM et le Mécène dès le début des échanges. Cette obligation s'applique uniquement sur certaines actions spécifiques des opérations soumises à mécénat, on parlera alors de mécénat exclusif.

3.4 Obligation de confidentialité.

La Métropole TPM s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement à la réputation, à l'image de marque du Mécène. La Métropole TPM s'interdit de divulguer le montant de la participation financière du Mécène, sauf volonté contraire expressément exprimée par ce dernier.

ARTICLE 4 : SUIVI DU DON

4.1. Le retour d'informations sur le projet.

La Métropole TPM s'engage à faire un retour d'informations régulier au Mécène s'agissant de la mise en œuvre du projet soutenu, de l'évaluation des actions soutenues et de la communication du bilan au Mécène.

4.2. Les responsables du suivi

Pour assurer le suivi de la présente convention, les parties désignent les interlocuteurs suivants

Pour la Métropole TPM, le suivi du projet est assuré par :

Identité : Patrick Pons

Fonction : Chargé de Développement de Fonds Privés au sein du service des Aides Financières et Stratégie de Financement,

Mail : ppons@metropoletpm.fr Téléphone : 06.25.04.7735

Pour le Mécène, le suivi du projet et l'interface avec la Métropole TPM est assuré par :

Identité :

Fonction :

Entreprise : CGMV

Mail :@..... Téléphone :

ARTICLE 5 : CONTREPARTIES ACCORDEES PAR LA COLLECTIVITÉ

Conformément à la réglementation fiscale en vigueur, les remerciements tangibles (contreparties) prenant la forme d'un bien ou d'une prestation de service peuvent être accordés par la Métropole TPM au Mécène, tels qu'ils ont été négociés entre les deux parties, et doivent être d'une valeur totale inférieure à 25 % du montant du soutien ci-dessus apporté. Ce détail fait référence et n'est pas négociable.

La Métropole TPM s'engage à offrir en contrepartie de ce mécénat:

En terme de communication : mention du mécénat dans les supports digitaux de la Métropole ainsi que dans le communiqué de presse afférent au projet précité.

NB : En matière de communication et conformément à la doctrine fiscale, la contrepartie est valorisée dans la limite de 10 % du montant du don compte tenu de la dimension nationale du projet ou dans la limite de 5 % du montant du don compte tenu de la dimension régionale du projet.

En terme d'invitation/d'événementiel : cinq invitations en VIP à des manifestations nautiques portées par la Métropole et cinq invitations en VIP à l'inauguration de la Capitainerie.

Ces contreparties sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins des entreprises, dans la limite d'un total maximum de 25% du don soit 2 500 € nets.

5.1 Validité des contreparties.

Les contreparties seront consenties au Mécène pendant une durée d'un an. En cas d'empêchement significatif de l'usage de ces contreparties dans le délai imparti, la collectivité pourra envisager un report raisonnable de cet usage, en concertation entre les 2 parties.

Lorsque le Mécène lui en fait la demande, la Métropole lui fait parvenir un état des contreparties consommées et de celles qui restent à consommer.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET

6.1 Communication croisée soumise à accord préalable.

Le Mécène et la Métropole TPM s'engagent à harmoniser leurs actions de communication autour des événements concernés par la présente convention. Pour ce faire, le Mécène fera parvenir à la Métropole TPM, sur support numérique (format à convenir) son logo et sa charte graphique afférente, comportant obligatoirement une adaptation noir et blanc de celui-ci. A ce titre également, chacune des parties s'engage, après avoir obtenu l'accord préalable de l'autre partie, à apposer le nom ou le logo de son partenaire sur tout ou partie de ses supports de communication (cf. ci-après) afférents à la promotion de la manifestation, dans le respect de la charte graphique de chacun. Les supports de communication communément identifiés sont notamment : les affiches, les programmes, les bannières, les calicots, les invitations, etc.

La Métropole TPM autorise le Mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle et communication interne. La Métropole TPM accorde au Mécène le droit d'utiliser à titre gratuit des reproductions photographiques des lieux, propriétés de la Métropole, dans le cadre de sa communication institutionnelle et interne. Il est entendu que le Mécène ne pourra reproduire l'œuvre qu'à des fins non commerciales et exclusivement sur les supports suivants : rapport annuel, cartes de vœux, revue interne, dossier de presse, affiche et affichettes à caractère institutionnel.

6.2 Propriété intellectuelle et utilisation du logotype du Mécène.

La Métropole TPM s'interdit d'utiliser ou d'exploiter le logo du Mécène d'une quelconque manière en dehors des cas visés par la présente convention. L'utilisation du logo dans le cadre de la présente convention devra être conforme à la charte graphique du Mécène (article 6.1) et sera soumise systématiquement à son accord préalable.

Les parties conviennent que la présente convention ne saurait entraîner une quelconque cession des droits de propriété intellectuelle par l'une ou l'autre des parties. Par la présente convention et uniquement pendant sa durée de validité, la Métropole TPM est autorisée à faire usage du logo du Mécène dont le Mécène demeure propriétaire, et ce dans le strict cadre des présentes et des seuls besoins du mécénat. La Métropole TPM reconnaît de ce fait l'usage qui lui est concédé, aux termes de la présente convention, du logo du Mécène ne lui confère aucun droit de propriété. La Métropole TPM s'engage à ce qu'aucune confusion ne puisse exister dans l'esprit des tiers sur un tel usage. La Métropole TPM s'engage à user paisiblement du logo du Mécène exclusivement pour l'objet de la présente convention, en respectant le graphisme, les couleurs prévues à cet effet.

Il est expressément précisé que La Métropole demeure le seul propriétaire du projet. Le concept ne doit pas être utilisé par le Mécène pour d'autres fins que celle d'assurer les prestations liées à la Convention. Le Mécène s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété de la Métropole sur le projet quelle qu'en soit la forme ou la nature.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la présente convention est possible dans les hypothèses prévues ci-dessous à l'article 7.1. Les effets de la résiliation sont prévus à l'article 7.2.

7.1 Les hypothèses de résiliation

7.1.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment, de manière unilatérale par la Métropole TPM, pour tout motif d'intérêt général, notamment, et sans que cette liste ne soit exhaustive :

- en cas d'abandon du projet
- pour des raisons de l'organisation ou de fonctionnement du service public
- pour des raisons liées à l'évolution des techniques et des besoins ou à une évolution de la politique de la collectivité...

Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

7.1.2 Résiliation pour cas de force majeure.

Dans le cas où la Métropole TPM se trouverait empêchée, pour des motifs de force majeure, d'organiser tout ou partie des événements prévus en référence, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, à son initiative, sans indemnité, après notification au Mécène par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.1.3 Résiliation pour non-respect des obligations contractuelles.

En cas d'inexécution ou de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

7.2 Les effets de la résiliation.

7.2.1 Cessation d'utilisation du nom et de l'image de la Métropole TPM et du Mécène.

A l'échéance de la présente convention (cf. article 9 ci-dessous) et dans tous les cas de résiliation effective, le Mécène ne sera plus autorisé à faire usage, d'une manière directe ou indirecte, du nom, des contreparties et de l'image de la Métropole TPM et/ou du nom ou d'images de l'opération soutenue. Réciproquement, la Métropole TPM ne pourra plus faire l'usage de manière directe ou indirecte du nom de l'image du Mécène. En cas de non-respect de cette disposition, la partie fautive devra verser à l'autre une pénalité d'un montant équivalent au montant de la contribution due par le donateur, en plus de son engagement, objet de cette convention.

7.2.2 Effets financiers de la résiliation.

Sauf dans l'hypothèse d'une résiliation intervenue pour cas de force majeure où toute somme versée restera définitivement acquise, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder soit sur un autre projet similaire permettant de réaffecter les dons versés, soit sur le report éventuel du projet /de l'action soutenu initialement.

Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Métropole TPM s'engage à rembourser les sommes versées dans les délais les plus rapides autorisés par le fonctionnement de l'administration comptable de la collectivité et au plus tard dans un délai de 2 ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier. Dans ce cas, la Métropole TPM sera tenue de restituer au Mécène les sommes d'ores-et-déjà versées par ce dernier sans préjudice d'une éventuelle action en responsabilité en cas de résiliation fautive du fait du Mécène.

7.3 Litiges et contentieux.

Les parties conviennent de saisir les tribunaux compétents seulement après avoir apuré, préalablement toute voie de conciliation. Dans l'hypothèse où la conciliation échouerait dans le délai d'un mois à compter de la réception par l'une des parties des motifs de la contestation,

il est expressément convenu que tout litige devra être porté devant les tribunaux compétents pour la présente convention.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS ANNEXÉS

Est annexée à la présente convention, la Charte éthique du mécénat et du parrainage de la Métropole TPM, adoptée par la Métropole et signée par le Mécène, en tant que document d'engagement réciproque complémentaire.

L'annexe/Les annexes à la présente Convention en fait/ont partie intégrante et est/sont considérée(s) avec cette dernière comme formant un ensemble indivisible.

ARTICLE 9 : DURÉE ET DATE D'EFFET

Les présentes conditions sont convenues et acceptées par les Parties à compter de la signature de la présente Convention et prennent fin automatiquement et sans formalité préalable, à l'exception des droits photographiques et d'utilisation du nom du projet qui restent en vigueur jusqu'au début 2026, au dernier des deux termes :

- Fin prévisionnelle du projet (début 2025),
- Versement du solde du montant du mécénat objet de la présente convention.

ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile aux adresses figurant en première page de la présente convention.

Fait à TOULON, le 2024.

Établi en 3 exemplaires originaux.

Pour la Métropole TPM, Le Président ou son représentant,

Pour le Mécène, M.Pascal PONSART, Président de la SAS COMPTOIR GENERAL
MARITIME VAROIS

CHARTRE ETHIQUE DU MECENAT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

PREAMBULE

Depuis la Loi Aillagon du 1er août 2003, le mécénat connaît en France une croissance exponentielle car il est encadré et encouragé par un dispositif fiscal dont s'inspirent aujourd'hui de nombreux pays.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le mécénat constitue un véritable outil d'ingénierie financière et deviendra une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par la Métropole TPM pour promouvoir ses grands projets sur le territoire.

Vecteur de communication et d'image, le mécénat est par ailleurs devenu pour les collectivités locales le lieu de rencontre stratégique entre les acteurs économiques et l'intérêt général. Conscient de ces enjeux, la Métropole TPM souhaite ainsi dans le cadre de sa politique Mécénat définir les grands principes déontologiques qui vont présider aux relations qu'elle aura avec ses mécènes.

La Métropole TPM souhaite que sa recherche de mécénat soit menée en cohérence profonde avec ses missions de service public, leurs valeurs et leurs impératifs tout en l'inscrivant dans un cadre d'exemplarité et de transparence au niveau déontologique, éthique et juridique.

En rédigeant une Charte Éthique du Mécénat, la Métropole TPM souhaite énoncer un certain nombre de repères et de règles qui guideront ses relations avec les mécènes, tout en définissant un cadre de valeurs et d'intérêts communs, permettant l'articulation de la relation dans la transparence et en pleine responsabilité respective.

La Charte constitue donc bien un document d'engagement des parties prenantes.

En signant la Charte Ethique du Mécénat de TPM, la Métropole et ses partenaires mécènes s'engagent à :

- Partager et promouvoir les valeurs de la Métropole et contribuer à son rayonnement et sa notoriété,
- Co-construire le développement durable du territoire métropolitain de demain et s'engager au service de l'intérêt général,
- Respecter les principes énoncés dans la présente Charte et la promouvoir,
- Agir comme acteurs responsables dans le respect des règles et lois en vigueur,
- Promouvoir une vision éthique du mécénat.

1. LE CADRE LEGAL DU MECENAT

Une première loi sur le développement du mécénat a été promulguée le 23 juillet 1987. Elle constitue encore aujourd'hui le cadre général dans lequel le mécénat évolue. Elle a été complétée par la loi du 4 juillet 1990 sur les fondations d'entreprises.

L'instruction fiscale du 26 avril 2000 a précisé la distinction entre mécénat et parrainage.

Puis la loi N° 2003-709 du 1er août 2003 dite Loi Aillagon est venue significativement améliorer le régime fiscal du mécénat et le statut des fondations.

Ce dispositif représente une évolution avantageuse par rapport au dispositif antérieur : augmentation du taux de réduction, allongement de la durée pendant laquelle l'entreprise peut en bénéficier et passage d'un dispositif de déduction d'assiette à une réduction d'impôt. Avec cette loi proposant ce régime fiscal, la France s'est dotée d'une des meilleures législations au monde en la matière.

2. DEFINITION

Le mécénat est un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général ». Le mécénat implique une « disproportion marquée » entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

Il se différencie en cela du parrainage ou sponsoring qui s'entend comme « un soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou une organisation en vue d'un retirer un bénéfice direct ». Il constitue un échange marchand assorti à des contreparties publicitaires et/ou commerciales directes, comme défini par l'article 39-1 7 du Code général des impôts (CGI). Il ne peut en conséquence, contrairement au mécénat, bénéficier de défiscalisation.

Le mécénat peut prendre trois formes :

- mécénat financier : don en numéraire,
- mécénat en nature : don de biens, produits, marchandises, prestations. Il recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique,
- mécénat en compétence : mise à disposition des moyens humains et/ou matériels de l'entreprise sur son temps d'activité.

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la réglementation fiscale en vigueur (art. 238 bis du CGI).

3. AVANTAGE FISCAL

Les dons effectués au profit des projets de la Métropole TPM ouvrent droit à un crédit d'impôts prévu par le Code Général des Impôts :

- a) Pour les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés (art. 238 bis du CGI) :

Une réduction d'impôts à hauteur de 60% du montant du don effectué pour la fraction est inférieure ou égale à 2 M€ et 40% pour la part du don supérieure à 2 M€. Cependant, le

montant des dons retenus pour le calcul de la réduction d'impôt ne doit pas excéder, sur un même exercice, un plafond de 20 000 euros ou de 0.5% du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé ; En cas de dépassement de ce plafond sur l'exercice, l'excédent peut être reporté au titre des cinq exercices suivants dans les conditions de l'article 238 bis précité. Le bénéfice de cette réduction d'impôt est subordonné à la condition que l'entreprise soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, le reçu fiscal répondant au modèle fixé par l'administration et attestant la réalité des dons et versements

b) Pour les particuliers (art. 200, art. 200 bis et art. 978 du CGI) :

Une réduction d'impôts à hauteur de 66% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

Une réduction d'impôts à hauteur de 75% du montant du don effectué pour les particuliers assujettis à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) (loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017, article 978 CGI). La réduction s'opère dans la limite annuelle de 50 000 € par an, en faveur des fondations reconnues d'utilité publique et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif dans les conditions de l'article 978 du CGI.

La Métropole TPM se réserve le droit de contractualiser avec des partenaires comme la Fondation du Patrimoine ou la Fondation de France pour collecter des dons sur la base de ce régime fiscal particulier.

c) Reçu fiscal :

A la réception du don, la Métropole TPM établit et envoie un reçu fiscal au mécène, suivant le modèle : - Cerfa 11580*04 « reçu au titre des dons à certains organismes d'intérêt général » pour les particuliers relevant des articles 200, 200 bis et 978 du CGI

- Cerfa 16216*1 (formulaire 2041-MEC-SD) « reçu des dons et versements effectués » par les entreprises au titre de l'article 238 bis du CGI.

Si le mécénat consiste en un don en nature ou un mécénat de compétence, l'entreprise doit procéder à la valorisation de ce don en vue de l'établissement du reçu fiscal et du calcul de sa réduction d'impôt.

4. ACCEPTATION DES DONS PAR LA METROPOLE TPM

Selon la délibération n°21/12/406 du 16/12/2021, le Bureau est compétent pour signer les conventions afférentes en matières de mécénat en nature ou dons de biens, de compétences, ou financiers.

5. RESTRICTIONS QUANT A L'ACCEPTATION DES DONS, RAPPEL DE DEONTOLOGIE

La Métropole TPM s'engage à veiller à ce que sa politique de mécénat ne se trouve pas en contradiction avec les lois en vigueur en France.

La Métropole TPM s'interdit de recevoir des fonds de toute nature de la part d'organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères, mais aussi de la part d'organisations à caractère religieux.

Elle attachera une attention particulière à déconnecter toute action de mécénat de sa commande publique, et au-delà, des procédures de concessions ou de délégations.

Aucune loi n'interdit à une entreprise d'être à la fois mécène et fournisseur ou prestataire d'une collectivité publique. Néanmoins, que ce soit dans le cadre d'un marché public passé mais encore actif dans lequel l'entreprise souhaitant s'engager dans le mécénat aurait été retenue, ou dans le cadre d'un appel d'offre pour un marché public à venir pour lequel l'entreprise souhaitant s'engager dans le mécénat envisagerait de soumissionner, les principes des marchés publics seront respectés.

Il est rappelé les principes incontournables de la liberté d'accès, de la stricte égalité de traitement des candidats, de la transparence des procédures dans la mise en concurrence que constitue l'accès à la commande publique; que ce soit dans le cadre d'exécution de marchés en cours (avenants, sous-traitance...) ou du lancement d'un nouveau marché, ou délégation de service public.

Nul ne pourra se prévaloir du mécénat pour tenter d'influer sur ce cadre sous peine de s'exposer à une sanction pénale pour faits de corruption, trafic d'influence et prise illégale d'intérêts. La Métropole ne peut ainsi pas choisir de donner la préférence à une entreprise mécène ou proposant de le devenir de même qu'une entreprise ne peut pas conditionner son don à l'obtention d'un marché. Par conséquent, la Métropole TPM s'interdit de conclure avec une entreprise une convention de mécénat qui serait de nature à fausser une procédure d'appel d'offres.

De plus, pour certains projets, la Métropole TPM s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

Une entreprise ne peut être à la fois parrain et mécène d'un même projet.

En tout état de cause, la Métropole TPM se réserve le droit de ne pas accepter le don d'une entreprise qui participerait ou aurait participé récemment à une mise en concurrence préalable à la passation d'un marché public, que le mécénat éventuel ait un lien direct ou non avec l'objet du marché. La Métropole TPM pourra solliciter l'entreprise désireuse de devenir mécène afin qu'elle fournisse la preuve de son engagement éthique et sociétal au regard du projet soutenu.

Enfin, la Métropole TPM se réserve le droit de ne pas conclure de convention de mécénat avec une personne morale ou physique pour laquelle un doute raisonnable existerait quant à la régularité de situation au regard de l'administration fiscale, du droit commercial et de la concurrence ainsi qu'au droit pénal.

6. PREVENTION DES CONFLITS D'INTERÊTS, RAPPEL DE DEONTOLOGIE

Le conflit d'intérêts est constitué par toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction. Il convient de prévenir les situations de conflits d'intérêts potentiels par une analyse des dossiers au cas par cas, dès lors que la simple apparence de conflits d'intérêts peut, en elle-même, conduire à créer une suspicion dans la prise de décision par l'agent en charge de l'instruction du dossier de mécénat. En cas de situation de conflits d'intérêts sur un dossier dont il aurait à connaître, il devra en informer son supérieur hiérarchique, saisir le référent déontologue de la Métropole, et devra s'abstenir de siéger ou d'intervenir dans l'instruction du dossier.

La Métropole TPM s'engage à prendre les mesures adaptées et proportionnées de nature à faire cesser toute situation de conflit d'intérêts.

7. AFFECTATION DU DON

La Métropole TPM s'engage à assurer une affectation des dons conforme aux intentions formulées par écrit, selon les termes de la convention de mécénat entre la Métropole TPM et le mécène.

En cas d'annulation de l'action soutenue par le mécène et si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Métropole TPM, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel du projet, soit réaffecté à un projet d'intérêt général convenu entre les parties.

8. PRINCIPES GENERAUX APPLICABLES EN MATIERE DE CONTREPARTIES

Le mécénat est par définition légale un acte philanthropique et désintéressé. La Métropole TPM souhaite néanmoins témoigner concrètement sa reconnaissance aux donateurs pour leur engagement dans le développement des projets de son territoire en leur proposant des contreparties symboliques conformes à la réglementation. L'administration fiscale reconnaît en effet cette possibilité sous réserve qu'il existe une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation préalable des contreparties accordées. Il convient de s'assurer du caractère disproportionné des contreparties afin de ne pas s'exposer au risque de requalification de l'opération de mécénat en marché public, susceptible de constituer un délit de favoritisme.

Conformément à la réglementation, les contreparties éventuelles accordées sont clairement énoncées dans la convention de mécénat qui lie le mécène et la Métropole.

a) Pour les entreprises :

La Métropole TPM peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

La valorisation des contreparties en matière de communication comprise dans ce montant plafonné ne peut elle-même excéder 10% du montant du don de l'entreprise en cas de rayonnement national, ou de 5% en cas de rayonnement régional du projet (cf. BOFIP du 7/08/2019).

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, de visites privées, d'événements dédiés, d'espaces VIP, de conférences de presse de signature de convention, d'invitations, etc.

Les mécènes bénéficiant de mises à disposition d'espaces ne sont pas autorisés à exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services dans le cadre d'une contrepartie de mécénat.

b) Pour les particuliers :

La Métropole TPM peut accorder jusqu'à 25% du montant du don sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 65€ (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011). Dans tous les cas, la Métropole TPM s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

En fonction du montant de leur don, les mécènes quel que soit leur nature pourront se voir attribuer, projet par projet, des qualificatifs préalablement définis au sein d'un barème de contreparties, tels que « mécènes fondateurs », « bienfaiteurs », « grands donateurs », « soutiens », etc.

c) Une grille de contreparties par action :

Une grille de contreparties sera établie de manière détaillée pour chaque action ou projet, dans le respect de la limite de valeur disproportionnée réglementaire tolérée pour chaque montant de don. Afin d'être en accord avec la réglementation, la Métropole TPM effectuera une valorisation de tout remerciement.

Les grilles de contreparties ne pourront faire l'objet d'aucune négociation.

9. COMMUNICATION

Dans le cadre d'actions de mécénat, la Métropole TPM et le mécène s'accordent sur la nature et la forme de communication autour du projet concerné.

L'utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la Métropole TPM par un mécène est définie dans la convention.

Les mécènes sont associés aux moments protocolaires et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus. La Métropole TPM mentionne autant que possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène.

Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la Métropole TPM fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

La communication à laquelle le mécène est associée peut-être événementielle (par exemple, un logo sur les affiches du projet soutenu) et/ou semi-pérenne. Ainsi, dans le cas d'un soutien en faveur d'une construction, d'une restauration ou d'une acquisition d'œuvre pour un montant significatif, le nom et/ou le logo du mécène pourront être mentionnés par exemple sur un cartel, une plaque, un catalogue, et ce pour une durée déterminée définie dans le cadre de la convention.

La Métropole TPM s'engage à ne pas s'associer à un mécène susceptible de nuire à son image ou dont il existerait un doute réel, quant à la légalité des activités exercées. La Métropole TPM se réserve le droit de stopper toute action de communication portant sur une entreprise mécène, dans l'hypothèse où le comportement de celle-ci porterait atteinte à l'image de la Métropole TPM ou serait en contradiction avec les principes énoncés dans la présente Charte.

Afin de ne pas être associée à un risque d'abus social, la Métropole TPM veillera à ce que la dénomination qu'il choisira de faire figurer sur des supports de communication pérenne (gravure, inscription sur une plaque, ...) ou temporaires (affiches, programmes, plaquettes, dossiers de presse, ...) est bien celle de la personne morale qui lui verse les fonds, représentée par sa raison sociale, son logo ou toute autre appellation notoirement représentative de l'identité de l'entreprise.

La Métropole TPM étudiera au cas par cas les demandes des mécènes qui souhaiteront utiliser une ou plusieurs marques protégées par la Métropole auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).

10. EXCLUSIVITE DEMANDEE PAR UN MECENE

Sauf exception et accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par la Métropole TPM. Si une exclusivité est accordée, elle ne peut l'être que pour une durée et un projet déterminés. Le montant du don devra compenser le co-partenariat auquel la collectivité aura à renoncer.

11. INDEPENDANCE INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE

La Métropole TPM conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat et n'acceptera aucune intervention sur le contenu artistique et/ou scientifique.

Dans ce même cas et dans la limite de la législation française en vigueur sur le droit d'auteur, La Métropole TPM s'engage à veiller à ce que les images d'œuvres lui appartenant ne soient pas utilisées par ses mécènes de manière injurieuse pour son intégrité ou son image.

12. CONFIDENTIALITE

La Métropole TPM s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

13. INTEGRITE, CONFLIT D'INTERETS ET TRANSPARENCE

Conformément aux statuts de la fonction publique, La Métropole TPM veille à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Dans l'hypothèse d'un mécénat par un fournisseur de la collectivité, cette dernière met tout en œuvre afin de dissocier les agents en charge du contrôle de l'exécution des prestations et de leur paiement, de ceux en charge de gérer le mécénat.

La Métropole TPM présentera en Conseil Métropolitain, dans le cadre d'un compte-rendu de délégation annuel, le bilan des projets soutenus en respectant les engagements de confidentialité souscrits auprès du mécène dans le cadre de la convention.

14. APPLICATION DES DISPOSITIONS

L'ensemble des dispositions prévues par la présente Charte Ethique en matière de mécénat prend effet à compter de la date de la signature de la présente

J'atteste avoir pris connaissance des principes de la charte éthique du mécénat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et m'engage/engage mon organisation à respecter ces derniers.

Fait à TOULON, le en deux exemplaires.

Pour le Mécène, M.Pascal PONSART, Président de la SAS COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (+cachet de l'entreprise + parapher chaque page)